Emploi, salaire, pouvoir d'achat
Ensemble le jeudi 28 septembre

Seul un emploi stable et bien rémunéré conditionne une croissance durable. Le développement de la précarité, du chômage, du sous emploi freine la consommation des ménages qui représente 2/3 des débouchés de l'activité économique.
Comme l'ensemble des salariés, les personnels de l'éducation, de la formation, de la recherche et de la culture sont largement concernés par la précarisation de leur emploi, la perte de leur pouvoir d'achat, la dégradation de leurs conditions de travail, la perte du sens de leurs missions.

Hausses du prix des carburants, de l'électricité, du gaz, des transports collectifs, des fruits et légumes, déremboursement des médicaments, euro supplémentaire pour la consultation médicale…

La hausse du SMIC de 1,36 € par jour au 1er juillet, les mesures ciblées sur le chèque transport, avec à la clé de nouvelles exonérations de charges patronales, la prime de rentrée pour les étudiants… ne pourront à eux seuls garantir un pouvoir d'achat que même le ministre Larcher reconnaît en diminution. (Baisse de 0,4% des rémunérations de base au deuxième trimestre 2006)

Pour les fonctionnaires, Christian Jacob n'a accordé qu'une augmentation de 0,5 % du point d'indice au 1er juillet, à laquelle s'ajoutera, pour tous, 1 point d'indice (valeur 4,49€) au 1er novembre. Il est vrai que dans le même temps, il octroie une prime de performance aux directeurs d'administration centrale, prime pouvant atteindre 20 % de leur rémunération brute annuelle ! Cela correspond évidemment aux objectifs du gouvernement visant à développer les rémunérations au mérite.

Pour la jeunesse étudiante « Aline » ne compensera pas l'augmentation des dépenses obligatoires – inscription, restauration, sécurité sociale, logement – qui ont augmenté de 23 % depuis 2002 et ce d'autant qu'elle ne concerne que 3,5 % des étudiants.

Sur le front de l'emploi, le budget 2007 annonce 15 000 suppressions de postes dans la Fonction Publique dont 8 700 pour la seule Education nationale. Plus de 25 000 postes d'enseignants supprimés en cinq ans, près de 100 000 pour l'ensemble de l'encadrement éducatif.

Pour ce qui concerne la recherche et l'enseignement supérieur la promesse de créer 3000 postes en 2007 n'a pas été tenue. Seuls 1568 postes sont prévus.

Cette politique de destruction de l'emploi public s'accompagne bien évidemment d'un accroissement de la précarité. Ainsi, les 50 000 emplois vie scolaire recrutés sur des contrats de 10 mois, sans obligation de formation de la part de l'employeur, vont venir renforcer les rangs des assistants d'éducation, des auxiliaires de vie scolaire, des assistants pédagogiques, enfin des contractuels et vacataires largement utilisés par le ministère.
Tout cela n'est pas sans conséquences sur les missions d'accueil, d'éducation, de formation et de recherche du service public.

De longue date, la FERC - CGT revendique une augmentation significative des salaires et des pensions, dénonce les politiques menées en matière de services publics, notamment les restrictions budgétaires et leurs traductions en termes d'emplois.

C'est pourquoi la FERC-CGT appelle ses organisations, ses syndiqués, l'ensemble des salariés de ses secteurs d'activité à faire

Grève le jeudi 28 septembre et à s'inscrire dans les manifestations prévues ce jour.

Bulletin de syndicalisation ou de contact

NOM ....Prénom.....

Adresse personnelle.....

Commune..... ..... Code postal .....

e-mail.....Tél .....

Etablissement .....

Commune..... Code postal.....

A retourner à ; Ferc-Cgt, 263 rue de Paris, case 544, 93515 Montreuil cedex

Tel : 01 48 18 82 44 – Fax :01 4988 07 43 - e-mail : ferc@cgt.fr - internet : www.ferc.cgt.fr

Montreuil, le 26 septembre 2006